



RAPPORT FINANCIER ANNUEL

Exercice 2025/2026

clos le 30 juin 2026



SOMMAIRE

1. PRÉSENTATION DES ÉTATS FINANCIERS.....	- 3 -
2. ACTIVITÉ ET SITUATION DE LA SOCIÉTÉ AU COURS DE L'EXERCICE	- 3 -
2.1. Activité de la Société.....	- 3 -
2.2. Chiffres clé de la Société	- 3 -
2.3. Situation financière de la Société	- 4 -
2.4. Événements significatifs intervenus au cours de l'exercice écoulé	- 4 -
2.5. Événements significatifs intervenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle le rapport est établi	- 4 -
2.6. Évolution prévisible et perspectives d'avenir	- 4 -
2.7. Activités en matière de recherche et développement	- 4 -
3. DESCRIPTION DES PRINCIPAUX RISQUES	- 5 -
3.1. Risques sectoriels et structurels	- 5 -
3.2. Risques climatiques et environnementaux.....	- 5 -
3.3. Risque réglementaire	- 5 -
3.4. Risque concurrentiel.....	- 5 -
3.5. Risque d'approvisionnement.....	- 6 -
3.6. Risques financiers	- 6 -
4. PRÉSENTATION DES COMPTES ET AFFECTATION DU RÉSULTAT	- 7 -
4.1. Détail des comptes.....	- 7 -
4.2. Résultat annuel de l'exercice écoulé et proposition d'affectation.....	- 8 -
4.3. Montant des dividendes distribués au cours des trois derniers exercices.....	- 8 -
4.4. Tableau des cinq derniers exercices	- 8 -
5. FILIALES ET PARTICIPATIONS	- 9 -
5.1. Prises de participations significatives ou prises de contrôle de sociétés ayant leur siège social en France.....	- 9 -
5.2. Sociétés contrôlées.....	- 9 -
5.3. Succursales.....	- 9 -
5.4. Participations croisées.....	- 9 -
6. INFORMATIONS CONCERNANT LE CAPITAL SOIAL ET L'ÉVOLUTION DU COURS DE BOURSE.....	- 9 -
6.1. Actionnaires détenant plus de 5% au 30 juin 2026.....	- 9 -
6.2. Auto-détention	- 9 -
6.3. Capital potentiel	- 10 -
6.4. Évolution du cours de bourse.....	- 10 -
7. RESSOURCES HUMAINES ET ACTIONNARIAT SALARIÉ.....	- 10 -
7.1. Ressources humaines.....	- 10 -
7.2. Actionnariat salarié	- 10 -
8. RAPPORT SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE	- 11 -
8.1. Organe de direction	- 11 -
8.2. Modalités d'exercice de la direction générale : Cumul des fonctions de Président et de Directeur général.....	- 11 -
8.3. Liste des mandats et fonctions exercées	- 11 -
8.4. Conventions réglementées.....	- 12 -
8.5. Tableau récapitulatif des délégations et autorisations financières	- 12 -
8.6. Restrictions imposées aux dirigeants sociaux.....	- 12 -
8.7. Dépenses somptuaires et charges non déductibles fiscalement.....	- 12 -
8.8. Délais de paiement.....	- 13 -
8.9. Prêts à moins de trois ans consentis par la Société, à titre accessoire à son activité principale, à des microentreprises, des PME ou à des entreprises de taille intermédiaire avec lesquelles elle entretient des liens économiques le justifiant si la Société est dotée d'un commissaire aux comptes.....	- 13 -
8.10. Injonctions ou sanctions pécuniaires pour des pratiques anti-concurrentielles.....	- 13 -
9. INFORMATION SUR LA RÉMUNÉRATION DES DIRIGEANTS.....	- 13 -
10. IMPACT SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL DE L'ACTIVITÉ ET LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS	- 13 -
ANNEXE 1 - Résultats des 5 derniers exercices.....	- 16 -
ANNEXE 2 - Tableau des délégations financières en cours de validité	- 17 -
BILAN, COMPTE DE RÉSULTAT & ANNEXES	- 18 -

Rapport de gestion du Conseil d'administration sur l'activité de la Société

au cours de l'exercice clos le 30 juin 2026

Mesdames, Messieurs,

Nous vous avons réunis en Assemblée Générale Mixte, conformément à la loi et aux statuts, pour vous rendre compte de l'activité de notre société durant l'exercice clos le 30 juin 2026, et pour soumettre à votre approbation les comptes annuels dudit exercice à titre ordinaire, et pour renouveler différentes délégations à consentir au conseil d'administration à titre extraordinaire.

Les comptes qui vous sont présentés ont été établis dans le respect des dispositions du plan comptable en observant les principes de prudence et de sincérité. Vous retrouverez toute information quant à la régularité des comptes de l'exercice écoulé dans le rapport du Commissaire aux comptes.

Nous vous donnerons toutes précisions et tous renseignements complémentaires qui pourraient vous paraître opportuns concernant les pièces et documents prévus par la réglementation en vigueur qui ont été tenus à votre disposition, selon les modalités et dans les délais légaux.

Au présent rapport est annexé, conformément à l'article R 225-102 alinéa 2 du Code de Commerce, un tableau faisant apparaître les résultats financiers de la société au cours des cinq derniers exercices. Nous reprenons, ci-après, les différentes informations telles que prévues par la réglementation.

COGRA 48
Société Anonyme au capital de 2 570 080,50 €
Siège social : Zone de Gardès
48000 MENDE
RCS MENDE B 324 894 666



1. PRÉSENTATION DES ÉTATS FINANCIERS

Nous vous précisons, tout d'abord, que les états financiers qui vous sont présentés ne comportent aucune modification sur les méthodes d'évaluation, par rapport à ceux de l'exercice précédent.

Le changement de réglementation comptable lié à la première application du règlement ANC n°2022-06 est constitutif d'un changement de méthode comptable dont les principaux effets sont les suivants :

- Redéfinition du résultat exceptionnel, recentrée sur les opérations non récurrentes
- Suppression de la technique du transfert de charges
- Modification du plan de comptes et introduction d'une nouvelle nomenclature
- Refonte des modèles d'états financiers

L'application de ce nouveau règlement n'a pas d'impact significatif sur l'exercice.

2. ACTIVITÉ ET SITUATION DE LA SOCIÉTÉ AU COURS DE L'EXERCICE

2.1. Activité de la Société

Créé en 1982 et coté sur Euronext Growth Paris (anciennement Alternext) depuis novembre 2011, COGRA 48 est le plus ancien producteur de granulés bois en Europe.

Les granulés sont produits à partir des sous-produits issus de la première transformation du bois qui sont collectés dans les scieries alentour dans un rayon de quelques kilomètres seulement.

Le processus permet d'utiliser l'énergie bois, qui est une ressource naturelle et renouvelable, dans des conditions optimales.

En effet, outre la réduction en volume dans une proportion de 8 à 1, les caractéristiques du combustible ainsi obtenu permettent une utilisation dans des appareils performants gérés par microprocesseurs.

Il en résulte un confort de chauffe exceptionnel tout en assurant une hygiène de combustion très exigeante.

COGRA 48 ne mobilise pas la ressource ligneuse directement en forêt et utilise exclusivement les produits connexes des scieries.

Le site de Craponne-sur-Arzon est en service depuis 2006, il possède 2 lignes de production. La seconde ligne a été mise en service au printemps 2021. La capacité totale de production est de 125 000 tonnes.

Le site de Sévérac d'Aveyron a été fonctionnel courant 2013, et sa capacité de production est de 75 000 tonnes.

2.2. Chiffres clés de la Société

Le chiffre d'affaires s'est élevé au cours de l'exercice écoulé à 42 379 955 € contre 34 279 953 € pour l'exercice précédent.

À l'ouverture de l'exercice, notre stock de produits finis était revenu à son niveau standard.

Le volume des ventes de granulés a augmenté substantiellement par rapport à l'exercice 2024-2025 dans un contexte d'une progressive restauration des prix qui est toujours en cours.

Le marché français retrouve peu à peu sa structure normale qui s'équilibre entre production nationale et importations.

Le chiffre d'affaires de l'activité granulés affiche une croissance de + 26 % par rapport à l'exercice précédent.

Les ventes d'appareils sont restées stables tandis que l'érosion, voire la disparition, des aides à l'investissement affecte négativement le marché au plan national.



En revanche, les tensions géopolitiques et l'envolée des prix de l'énergie sont en train de stimuler l'intérêt des ménages et des collectivités pour la « solution granulé ».

Le renforcement de nos équipes dédiées à ces prestations doit nous permettre de répondre efficacement à la demande qui se profile.

Le résultat de l'exercice 2025-2026 s'établit à 498 399 € contre (4 700 728) € pour l'exercice 2024-2025.

2.3. Situation financière de la Société

Nous vous invitons à consulter le bilan et l'annexe au 30 juin 2026 afin d'obtenir les informations relatives à l'endettement de notre société. Nous complétons cette information par la présentation des ratios suivants :

Ratios	30/06/2026	30/06/2025	30/06/2024	30/06/2023
Autonomie financière	68,24 %	66,74 %	63,12 %	57,95 %
Endettement	7,53 %	11,36 %	14,11 %	18,12 %
Taux d'intérêt financier	0,19%	0,51 %	0,49 %	0,19 %
Endettement/CA H.T.	23,74 %	30,79 %	38,83 %	36,00 %
Indépendance financière	40,67 %	40,79 %	46,52 %	47,22 %

2.4. Évènements significatifs intervenus au cours de l'exercice écoulé

Aucun évènement significatif n'est intervenu au cours de l'exercice écoulé.

2.5. Évènements significatifs intervenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle le rapport est établi

Depuis le 30 juin 2026, date de la clôture de l'exercice, aucun évènement significatif n'est intervenu.

2.6. Évolution prévisible et perspectives d'avenir

Les perspectives de ce nouvel exercice sont plutôt encourageantes. L'approvisionnement en matières premières de nos usines est fluide et régulier et nous sommes en capacité de servir un marché stable et bien orienté.

Comme cela a été dit, le prix des énergies traditionnelles est en forte augmentation et ne laisse aucune visibilité à court terme.

La demande nationale en granulés est importante en dépit de volumes d'importation sensiblement ouverts.

Ce contexte favorise le modèle que nous proposons et nous anticipons un fort regain d'intérêt du public, des entreprises et des collectivités dans les constructions neuves comme dans la rénovation.

Nous renforçons nos équipes techniques pour assurer la mise en œuvre de nouveaux projets et le service associé.

2.7. Activités en matière de recherche et développement

Nous vous informons que la Société n'a effectué aucune activité de recherche et de développement au cours de l'exercice écoulé. Elle reste néanmoins attentive aux opportunités qui pourraient se présenter en la matière.

3. DESCRIPTION DES PRINCIPAUX RISQUES

3.1. Risques sectoriels et structurels

Dans le contexte instable de l'économie affectée par le manque de visibilité et la dérive du prix des énergies, et alors que les conflits mondiaux menacent encore davantage nos équilibres, on peut légitimement s'interroger sur notre capacité à y faire face.

Il convient de souligner que l'approvisionnement en matières premières constitue la préoccupation majeure de notre activité.

À cet égard, contrairement au « modèle monolithique » de certains opérateurs qui ont intégré l'ensemble des maillons de la chaîne, notre approvisionnement est diversifié et s'organise auprès de plus d'une quarantaine de scieries. Nous estimons en effet que cette organisation nous rend moins vulnérables face à d'éventuels événements exceptionnels et imprévus.

S'agissant du fonctionnement des sites de production, nous veillons à maintenir un stock de pièces détachées conséquent, propre à assurer la continuité de l'activité.

S'agissant des ventes, nous estimons que notre positionnement en tant que fournisseur d'une énergie alternative aux énergies fossiles, à large diffusion, locale, régionale et nationale, nous confère une certaine sécurité sur le plan commercial.

La diversification du portefeuille clients contribue à réduire notre exposition au risque de défaut de paiement.

3.2. Risques climatiques et environnementaux

L'activité de la Société demeure structurellement dépendante de la rigueur des hivers. Un hiver doux se traduit mécaniquement par une baisse de la consommation de combustible chez les particuliers et les collectivités, avec un effet direct sur les volumes vendus et, par ricochet, sur les niveaux de stocks de produits finis en fin d'exercice. À l'inverse, un hiver rigoureux peut engendrer une tension sur les capacités de production et de livraison face à une demande accrue.

Consciente des enjeux liés au dérèglement climatique et à la raréfaction de certaines ressources naturelles, ainsi que du renforcement continu des exigences environnementales, la Société inscrit son activité dans une logique de développement responsable. Fabricant de granulés de bois à partir exclusivement de produits connexes de scierie, sans prélèvement direct en forêt, elle veille à limiter l'empreinte de ses sites de production, à valoriser ses déchets et sous-produits, et à se conformer strictement à la réglementation environnementale en vigueur.

À ce stade, la Société n'a identifié aucun impact significatif tant sur la valorisation de ses actifs que sur le développement futur de ses activités.

3.3. Risque réglementaire

Le taux d'équipement des ménages en appareils de chauffage à granulés, bien qu'en croissance modérée, constitue un facteur déterminant pour la demande future en combustible. Une évolution défavorable de la réglementation relative aux aides à l'installation de ces équipements pourrait ralentir le rythme d'équipement des foyers et, par conséquent, la demande de granulés à moyen terme.

3.4. Risque concurrentiel

La Société est également exposée à la pression concurrentielle des importations de granulés de bois, particulièrement significative lorsque le marché national est déstabilisé par des variations de prix ou de disponibilité. Ces importations, souvent proposées à des prix plus attractifs, peuvent accentuer la baisse des prix de vente et affecter la compétitivité de la production française.



3.5. Risque d'approvisionnement

La Société reste attentive à la disponibilité et au coût des matières premières utilisées dans son process de fabrication, à savoir les produits connexes de scierie (sciures, chutes de bois). L'implantation de ses sites de production à proximité immédiate des scieries partenaires permet néanmoins de sécuriser en grande partie cet approvisionnement et d'en limiter les coûts logistiques associés.

3.6. Risques financiers

Les données comptables mentionnées dans le présent paragraphe sont issues des comptes annuels de la Société en normes comptables françaises au 30 juin 2026.

Outre les risques liés aux pertes prévisionnelles et au financement de son activité, les principaux risques financiers de la Société sont les suivants :

3.6.1. Risque de taux

Au 30 juin 2026, la dette financière de la Société auprès d'établissements de crédit s'élève à 4 003 K€ contre une dette financière de 5910 K€ au 30 juin 2025, soit une baisse de 32%.

Cette réduction significative de l'endettement s'accompagne d'une progression parallèle de la trésorerie disponible, qui s'établit à 4 182 K€ à la clôture de l'exercice, contre 2 171 K€ au 30 juin 2025.

Il en résulte que la Société dispose, au 30 juin 2026, d'une trésorerie supérieure à son endettement financier, se traduisant par une dette financière nette négative de 0,2 M€, à comparer à une dette financière nette de 3,7 M€ au titre de l'exercice précédent.

Dans ce contexte, l'exposition de la Société au risque de taux d'intérêt, déjà limitée par la nature essentiellement bancaire et amortissable de son endettement, se trouve significativement réduite. Une variation des taux d'intérêt de marché n'aurait qu'un impact limité sur la situation financière de la Société, l'effet d'une hausse éventuelle du coût de la dette résiduelle étant en grande partie compensé par une rémunération accrue des excédents de trésorerie.

3.6.2. Engagements hors bilan

Dans le cadre du financement de ses outils de production, la Société a consenti à ses partenaires bancaires des sûretés réelles sur ses actifs industriels, sous forme d'hypothèques conventionnelles de premier rang et de privilèges de prêteur de deniers, en garantie de deux emprunts contractés auprès du Crédit Agricole :

- un emprunt de 3 800 000 € ayant financé la construction de l'usine de Séverac-le-Château, assorti d'une hypothèque conventionnelle de premier rang, d'un privilège de prêteur de deniers et d'un nantissement du fonds de commerce, dont le capital restant dû s'élève à 792 356 € au 30 juin 2026 ;
- un emprunt de 3 500 000 € ayant financé l'acquisition foncière et les travaux immobiliers de la nouvelle ligne de production de Craponne-sur-Arzon, assorti d'une hypothèque conventionnelle de premier rang et d'un privilège de prêteur de deniers, dont le capital restant dû s'élève à 2 150 003 € au 30 juin 2026.

La réalisation de ces sûretés, en cas de défaillance de la Société sur ses échéances de remboursement, pourrait affecter la disponibilité de ses actifs immobiliers. Il convient toutefois de noter que le capital restant dû sur ces deux emprunts a diminué au cours de l'exercice, en cohérence avec la trajectoire de désendettement engagée par la Société, qui affiche par ailleurs une dette financière nette négative à la clôture de l'exercice .

La Société considère que ces engagements ne présentent pas de caractère significatif au regard de sa situation financière globale, celle-ci s'étant nettement renforcée au cours de l'exercice : le désendettement s'est accompagné d'une progression parallèle de la trésorerie, la Société affichant désormais une dette financière nette négative.

À ce stade, la Société n'a identifié aucun impact significatif tant sur la valorisation de ses actifs que sur le développement futur de ses activités.

3.6.3. Risque pays

La Société et ses sites de production sont implantés en France. La Société estime donc que le risque pays est négligeable.

3.6.4. Risque sur actions

À la date du présent rapport, la Société ne détient pas de participation dans des sociétés cotées et n'est, par conséquent, pas exposée à un risque sur actions.

4. PRÉSENTATION DES COMPTES ET AFFECTATION DU RÉSULTAT

4.1. Détail des comptes

Le chiffre d'affaires s'est élevé à 42 379 955 € contre 34 279 953 € pour l'exercice précédent.

La ventilation du chiffre d'affaires est la suivante :

Ventes de marchandises	3 618 276 €
dont export	2 290 €
Production de biens	38 290 320 €
dont export	811 198 €
Prestations de services	4 71 359 €
dont export	0 €

Le montant global des charges d'exploitation de l'exercice 2025-2026 ressort à 40 106 493,51 €, contre 32 866 701,85 € en 2024-2025 et se ventile de la manière suivante :

(en euros)	Au 30 juin 2026	Au 30 juin 2025
Achats de matières premières et autres approvisionnements	22 567 837,11	16 259 023,42
Autres achats et charges externes	10 709 220,59	9 716 924,27
Impôts et taxes	425 980,18	300 782,69
Salaires et traitements	2 486 918,53	2 432 588,96
Charges sociales du personnel	946 859,46	909 059,03
Dotations aux amortissements sur immobilisations	2 880 424,13	3 248 280,23
Autres charges	89 253,51	43,25
Total des charges d'exploitation	40 106 493,51	32 866 701,85

Le résultat d'exploitation de l'exercice 2025-2026 s'établit à 541 418,14 € contre un résultat d'exploitation de (4 759 600,27) € au titre de l'exercice 2024-2025.

Au 30 juin 2026, le résultat financier s'établit à (43 019) € contre (169 683) € en 2024-2025.

Le résultat financier de l'exercice 2025-2026 est constitué de :

- Escomptes obtenus : 6 947 €
- Produits de participations : 138 €
- Produits d'autres valeurs mobilières : 18 557 €
- Gains de change : 10 021 €
- Intérêts d'emprunts : (78 682) €

- Dotations financières aux amortissements des immobilisations : 2 876 282 €

La Société enregistre un résultat courant avant impôts de 498 398,86 € au 30 juin 2026, contre (4 929 283,64) € en 2024-2025.

La Société n'a pas réalisé de résultat exceptionnel au cours de l'exercice 2025-2026, contre un résultat exceptionnel de 11 370,87 € en 2024-2025.

En conséquence, après prise en compte de l'ensemble des produits et charges de l'exercice clos le 30 juin 2026, la Société enregistre un bénéfice de 498 398,86 € à la clôture de l'exercice, contre une perte de (4 700 727,77) € au 30 juin 2025.

Situation bilancielle

	30/06/2026	30/06/2025
Actif immobilisé	13 319 229,23 €	14 965 877,52 €
Actif circulant	18 357 858,28 €	16 767 710,89 €
Total de bilan	31 677 087,51 €	31 733 588,41 €
Capitaux propres	21 615 491,35 €	21 178 144,25 €
Dettes	10 061 596,16 €	10 555 444,16 €
Total de bilan	31 677 087,51 €	31 733 588,41 €

4.2. Résultat annuel de l'exercice écoulé et proposition d'affectation

Le résultat net de la Société pour l'exercice 2025-2026 est un bénéfice de 498 398,86 €.

Nous vous proposons de bien vouloir approuver les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe) tels qu'ils vous sont présentés et qui font apparaître un bénéfice de 498 398,86 €.

Nous vous proposons d'affecter le résultat de l'exercice comme suit :

Affectation du résultat (en euros)	30 juin 2026
Résultat de l'exercice 2025-2026	498 398,86 €
Affectation au compte de Report à nouveau	498 398,86 €
Report à nouveau des exercices précédents	(4 700 727,77) €
Solde du compte de Report à nouveau après affectation du résultat	(4 202 328,91) €

Le compte de Report à Nouveau sera ainsi ramené d'un montant de (4 700 727,77) € à (4 202 328,91) €.

4.3. Montant des dividendes distribués au cours des trois derniers exercices

Conformément aux dispositions de l'article 243 du Code Général des Impôts, nous vous rappelons que les sommes distribuées à titre de dividendes pour les trois derniers exercices, ont été les suivantes :

Exercice	Dividendes
2024-2025	0 €
2023-2024	0 €
2022-2023	0 €

4.4. Tableau des cinq derniers exercices

Conformément aux dispositions de l'article R. 225-102 du Code de commerce, le tableau faisant apparaître les résultats de la Société au cours des cinq derniers exercices est annexé au présent rapport (**Annexe 1**).

5. FILIALES ET PARTICIPATIONS

5.1. Prises de participations significatives ou prises de contrôle de sociétés ayant leur siège social en France

Aucune prise de participation significative n'a été réalisée par COGRA 48 au cours de l'exercice.

5.2. Sociétés contrôlées

À la date du présent rapport, la Société ne détient pas de participations au sens des articles L-233-1 et suivants du Code du Commerce.

5.3. Succursales

Conformément aux dispositions de l'article L.232-1 du Code de Commerce, il est précisé qu'à la date du présent rapport, la Société ne dispose d'aucune succursale.

5.4. Participations croisées

Conformément aux dispositions de l'article R.233-19 du Code de commerce, nous vous précisons que la Société n'a procédé, au cours de l'exercice écoulé, à aucune aliénation en application des dispositions de l'article L.233-29 du Code de commerce relatif aux participations réciproques.

6. INFORMATIONS CONCERNANT LE CAPITAL SOCIAL ET L'ÉVOLUTION DU COURS DE BOURSE

6.1. Actionnaires détenant plus de 5% au 30 juin 2026

Conformément aux dispositions de l'article L.233-13 du Code de Commerce, et compte tenu des informations reçues en application des articles L.233-7 et L.233-12 dudit Code, nous vous indiquons ci-après, l'identité des actionnaires possédant plus du vingtième, du dixième, du cinquième, du tiers ou de la moitié du capital.

A cet égard, nous vous informons que les actionnaires ci-dessous détiennent chacun plus de 5 % du capital social et des droits de vote de la société au 30 juin 2026.

Nom	Nb d'actions	% du capital	Nb de droits de vote	% de droits de vote
TEXI	1 019 542	29,75%	1 019 542	23,63 %
LOZERE HABITATIONS	268 213	7,83%	536 426	12,43 %
EXIMIUM	363 710	10,61%	363 710	8,43 %

6.2. Auto-détention

Conformément aux dispositions de l'article L.225-211 al.2 du Code de commerce, nous vous informons qu'au cours de l'exercice écoulé, dans le cadre d'un contrat de liquidité conclu avec la société TSAF, la Société a procédé aux opérations suivantes sur ses propres actions :

- ACHATS : 77 538 titres au cours moyen de 6,10 €
- VENTES : 81 418 titres au cours moyen de 6,09 €

Les moyens qui figuraient au compte de liquidité étaient :

Au 30 juin 2025 :

- Nombre d'actions : 11 361
- Solde en espèces : 23 741,87 €



Au 30 juin 2026 :

- Nombre d'actions : 7 481
- Solde en espèces : 46 886,24 €

6.3. Capital potentiel

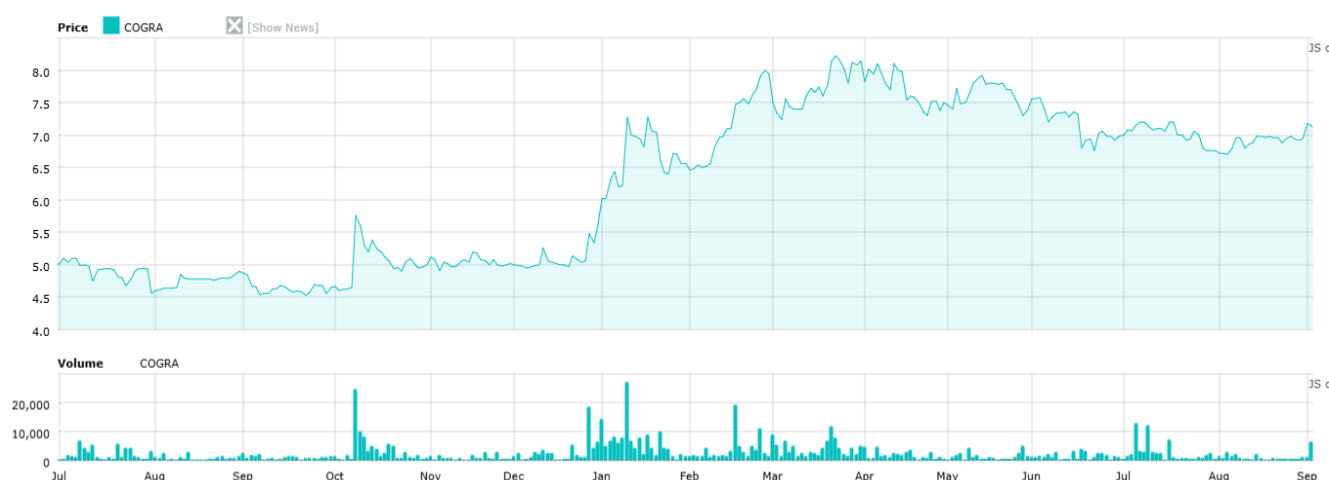
À la date du présent rapport, il n'a été émis et n'existe aucun instrument financier ou valeur mobilière donnant accès au capital de la Société.

6.4. Évolution du cours de bourse

Nous vous rappelons que l'action COGRA 48 a été inscrite sur Euronext Growth en novembre 2011.

Au 30 juin 2026, l'action COGRA 48 cotait 6,98 €.

Depuis le 1^{er} juillet 2025 et jusqu'à l'établissement du présent rapport, le cours de bourse a évolué comme suit :



7. RESSOURCES HUMAINES ET ACTIONNARIAT SALARIÉ

7.1. Ressources humaines

Au 30 juin 2026, l'effectif moyen de la Société en France s'élève à 74 personnes réparti comme suit :

- 22 personnes à Mende 48000 (6 femmes - 16 hommes)
- 34 personnes à Craponne-sur-Arzon 43500 (2 femmes - 32 hommes)
- 16 personnes à Sévérac-le-Château 12150 (2 femmes - 14 hommes)
- 2 personnes à Onet-le-Château 12850 (2 hommes).

7.2. Actionnariat salarié

Au cours de l'exercice écoulé, la Société n'a procédé à aucun plan d'attribution gratuite d'actions ou d'attributions de stock-options.

Au 30 juin 2026, la Société n'a mis en place aucun plan d'épargne entreprise permettant aux salariés d'acquérir directement ou indirectement des actions de la Société ou des sociétés qui lui sont liées.

Enfin, les salariés ne détiennent directement ou indirectement aucune action de la Société qui serait soumise à une clause d'incessibilité prévue par la réglementation en vigueur.



8. RAPPORT SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

8.1. Organe de direction

COGRA 48 est une société anonyme à conseil d'administration qui comprend 10 administrateurs à la date du présent rapport :

- Monsieur François CHAPON, administrateur, Président du Conseil d'administration
- Madame Carole GALLIEN, administratrice
- Monsieur Thierry GALLIEN, administrateur
- Monsieur Yves DHOMBRES, administrateur
- Monsieur Philippe CHARBONNEL, administrateur
- Monsieur Jean-Claude ENGELVIN, administrateur
- Monsieur Bernard CHAPON, administrateur
- Madame Catherine SALANSON, administratrice
- Monsieur Hervé FAGES, administrateur
- Monsieur Sébastien ROLLY, administrateur

8.2. Modalités d'exercice de la direction générale : Cumul des fonctions de Président et de Directeur général

Depuis 1982, les fonctions de Président du Conseil d'administration et de Directeur général sont cumulées.

8.3. Liste des mandats et fonctions exercées

Nom du mandataire social	Date de 1 ^{ère} nomination ou de renouvellement	Date d'échéance du mandat en cours	Fonction principale exercée dans la Société	Autres mandats et fonctions exercés dans toutes sociétés
Monsieur François CHAPON	16/10/2020	À l'issue de l'Assemblée appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 30/06/2026	Administrateur Président du Conseil d'administration Directeur général	Administrateur et président de la société Caisse Locale du Crédit Agricole de Mende
Madame Carole GALLIEN	21/10/2022	À l'issue de l'Assemblée appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 30/06/2028	Administratrice	Directrice générale Déléguee de la société GALLIEN BOIS IMPREGNES SA
Monsieur Thierry GALLIEN	21/10/2022	À l'issue de l'Assemblée appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 30/06/2028	Administrateur	Directeur Général Délégué de la société GALLIEN BOIS IMPREGNES SA
Monsieur Yves DHOMBRES	19/10/2024	À l'issue de l'Assemblée appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 30/06/2030	Administrateur	Administrateur de la société Caisse Locale du Crédit Agricole de Mende
Monsieur Philippe CHARBONNEL	16/10/2020	À l'issue de l'Assemblée appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 30/06/2026	Administrateur	
Monsieur Jean-Claude ENGELVIN	16/10/2020	À l'issue de l'Assemblée appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 30/06/2026	Administrateur	
Monsieur Bernard CHAPON	21/10/2022	À l'issue de l'Assemblée appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 30/06/2028	Administrateur	
Monsieur Hervé FAGES	21/10/2022	À l'issue de l'Assemblée appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 30/06/2028	Administrateur	

Madame Catherine SALANSON	18/10/2024	À l'issue de l'Assemblée appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 30/06/2030	Administratrice	
Monsieur Sébastien ROLLY	20/10/2023	À l'issue de l'Assemblée appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 30/06/2029	Administrateur	

8.4. Conventions réglementées

Aucune convention n'est intervenue directement ou indirectement, entre l'un des membres du Conseil d'administration, ou l'un des actionnaires de la société disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10% de la Société.

8.5. Tableau récapitulatif des délégations et autorisations financières

Un tableau récapitulatif des délégations financières en cours de validité accordées par l'Assemblée générale des actionnaires au Conseil d'administration pour procéder à des augmentations de capital en application des articles L.225-129-1 et L.225-129-2 du Code de commerce est annexé au présent rapport (Annexe 2).

8.6. Restrictions imposées aux dirigeants sociaux

Néant

8.7. Dépenses somptuaires et charges non déductibles fiscalement

Conformément aux dispositions des articles 223 quater et 223 quinquies du Code général des impôts, nous vous précisons que le montant des amortissements excédentaires de 14 298 € entre dans le cadre de ces dépenses.

FACTURES REÇUES ET EMISES NON REGLÉES À LA DATE DE CLÔTURE DE L'EXERCICE DONT LE TERME EST ÉCHU								
	Article D. 441 I. - 1° du Code de commerce : Factures reçues non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu				Article D. 441 I. - 2° du Code de commerce : Factures émises non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu			
	0 jour (indicatif)	1 à 30 jours	91 jours et +	Total (1 jour et +)	0 jour (indicatif)	1 à 30 jours	91 jours et +	Total (1 jour et +)
(A) Tranche de retard de paiement								
Nombre de factures concernées				7				12
Montant total des factures concernées (préciser HT ou TTC)		1 121 €	1 209 €	5 440 €		41 773 €	20 219 €	61 992 €
Pourcentage du montant total des achats de l'exercice (préciser HT ou TTC)		N.S.	N.S.	0.01 %				
Pourcentage du chiffre d'affaires de l'exercice (préciser HT ou TTC)						0,10 %	0,05 %	0,15 %
(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses ou non comptabilisées								
Nombre de factures exclues								
Montant total des factures exclues (préciser HT ou TTC)								
(C) Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou délai légal - article L. 441-6 ou article L. 443-1 du Code de commerce)								
Délais de paiement utilisés pour le calcul des retards de paiement	- Délais légaux : dates mentionnées sur les factures				- Délais légaux : 30 jours			

8.8. Délais de paiement

Conformément aux dispositions de l'article L 441-6-1 du Code de Commerce, vous trouverez ci-dessus les informations sur les délais de paiement de nos fournisseurs et des clients visés par ce texte.

8.9. Prêts à moins de trois ans consentis par la Société, à titre accessoire à son activité principale, à des microentreprises, des PME ou à des entreprises de taille intermédiaire avec lesquelles elle entretient des liens économiques le justifiant si la Société est dotée d'un commissaire aux comptes

Néant

8.10. Injonctions ou sanctions pécuniaires pour des pratiques anti-concurrentielles

Néant

9. INFORMATION SUR LA RÉMUNÉRATION DES DIRIGEANTS

Conformément à l'obligation réglementaire, nous vous indiquons que la rémunération brute des dirigeants a été de 93 200 € au cours de l'exercice.

10. IMPACT SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL DE L'ACTIVITÉ ET LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS

En application des dispositions de l'article L225-102-1, alinéa 5 du code de commerce, nous vous présentons les conséquences sociales et environnementales de l'activité de la Société ainsi que les engagements dans le cadre de la lutte contre les discriminations et la promotion des diversités.

Thématiques sociales

Au terme de l'exercice, l'effectif de 74 personnes est réparti de la façon suivante :

- 22 personnes à Mende 48000 (6 femmes - 16 hommes)
- 34 personnes à Craponne-sur-Arzon 43500 (2 femmes - 32 hommes)
- 16 personnes à Sévérac-le-Château 12150 (2 femmes - 14 hommes)
- 2 personnes à Onet-le-Château 12850 (2 hommes)

Le temps de travail est de 35 heures par semaine en horaire décalé. Les usines fonctionnent avec un roulement sur 3 postes du lundi matin au samedi midi.

La revalorisation des salaires intervient régulièrement en corrélation avec l'inflation et la prise en compte de la mobilisation des effectifs.

Les accidents du travail sont peu fréquents et le plus souvent sans gravité. Ils résultent la plupart du temps de fausses manœuvres ou de faux mouvements. Les autres cas d'absentéisme sont le fait d'affections bénignes et courantes, souvent liées au changement de saison.

Nous organisons continuellement des programmes de formation, réguliers et récurrents, tels que conduite de chariot élévateur, conduite de chargeuse à pneus, utilisation des transpalettes-gerbeurs électriques, conduite de nacelle automotrice, Sauveteur Secouriste du Travail, défense incendie, habilitations électriques, travaux en hauteur etc. tant pour l'acquisition initiale des aptitudes que pour les recyclages.

Le nombre d'heures de formation a été de 1 132 heures sur l'exercice.

Le volume d'heures consacrées à la formation du personnel peut varier d'un exercice à l'autre en fonction de l'établissement du planning. Nous veillons aussi à regrouper les personnes, particulièrement lors des séances de recyclage.

Nous accordons une attention particulière au maintien d'un bon climat social, notamment illustré par une communication directe entre les salariés et la direction. L'équipe dirigeante est présente sur les sites de production au moins une fois par semaine et cela permet une indispensable relation de proximité.

Nous effectuons une gestion rigoureuse de la vérification des nombreux dispositifs de sécurité de nos installations : contrôle des températures avec injection d'eau automatique, détection-extinction explosion, contrôles des dérives de fonctionnement, vibrations, déports de convoyeurs etc. par supervision pilotée par informatique, nombreuses caméras de surveillance dont certaines sont dotées de systèmes de détections de températures afin de déceler toute élévation anormale. Nous rappelons également que les locaux TGBT - étanches - sont équipés de détections de fumées avec injection de gaz inertant pour stopper tout départ de feu électrique.

Nous réitérons le fait que, lors des recrutements, les postes sont proposés aux femmes et aux hommes sans aucune discrimination de genre ou de quelconques autres critères.

Nos activités ne permettent pas d'intégrer facilement des personnes handicapées, et celles qui bénéficient de cette reconnaissance, le sont au titre d'un handicap léger. En contrepartie, nous nous attachons à compenser en nous approvisionnant, autant que faire se peut, auprès des ESAT (sciures et palettes notamment).

Les réunions du CSE sont organisées selon un calendrier établi en conformité avec les dispositions légales.

Thématiques économiques

Nous rappelons que le choix de l'implantation de nos usines a été guidé par la proximité des scieries en vue d'optimiser les coûts de transports des matières premières en tout premier lieu.

D'autre part, nous avons choisi, dès le début, d'inscrire notre activité au cœur des massifs forestiers, en parfaite harmonie avec le tissu économique local, avec le dessein de créer une dynamique qui intéresse autant les sous-traitants tels que les transporteurs que nos fournisseurs ou bien encore notre clientèle en service direct.

C'est ainsi que notre enracinement sur le territoire s'est produit naturellement et qu'il se renforce au fil du temps. En outre, cela consolide nos liens et notre partenariat avec tous les acteurs de la filière.

Nos collaborateurs habitent tous assez près des usines et c'est le gage de notre contribution à l'animation du monde rural.

Thématiques environnementales

Dès 1982, COGRA 48 -pionnier de la granulation du bois en Europe- a proposé un modèle qui fait toute la place aux préoccupations environnementales.

Notre société a été initialement créée pour recycler les produits connexes de l'industrie du bois et, à la faveur de la composition du capital initial, la production a permis de chauffer un ensemble de 525 logements à Mende dès le premier exercice.

Toutes les évolutions et tous les développements qui ont suivi ont respecté cette organisation afin de concilier le soutien à l'activité industrielle et le service des usagers.

Cela confirme que notre exploitation demeure dans une démarche vertueuse avec des implantations territorialement pertinentes et des process performants. Nous ne prélevons pas la ressource ligneuse directement en forêt mais nous nous inscrivons dans une filière où les acteurs en amont, mobilisateurs de la ressource que sont les scieurs, bénéficient de notre capacité à valoriser les produits connexes, à en assurer le stockage et, au bout de notre intervention, la commercialisation des granulés.

Nous aimons à rappeler que nous sommes, en quelque sorte, des « raffineurs de bois », puisque nous transformons un matériau brut aux caractéristiques irrégulières en un combustible homogène, performant, dont l'utilisation se prête à un pilotage par microprocesseur. Il faut aussi noter que la granulation permet d'obtenir un volume 8 fois moins important, ce qui optimise la logistique de distribution.

Enfin, outre l'avantage d'une remarquable conservation dans le temps, le granulé de bois offre souplesse d'utilisation, économie, facilité d'accès à une énergie locale et excellente hygiène de combustion.

Par conséquent, notre activité illustre en elle-même ce que l'on peut faire pour le respect de l'environnement.

Pour compléter, nous rappelons que COGRA 48 est l'importateur exclusif pour la France des poêles Harman (USA) depuis 1998 et grossiste-conseil des chaudières Fröling (Autriche). Cela nous permet d'exercer nos compétences sur toute l'étendue de la chaîne.

Nos sites de production sont soumis à des normes environnementales très strictes que nous respectons scrupuleusement et par-delà l'approche réglementaire, nous veillons même au recyclage des emballages par l'intermédiaire de prestataires spécialisés ou, pour les cendres issues du générateur de chaleur, par la mise en place d'un plan d'épandage, en collaboration avec les agriculteurs, pour l'amendement des sols.

En complément de ces prescriptions, nous nous sommes engagés, dès 1999, dans l'élaboration des normes européennes (EN) et internationales (ISO) afin de partager nos connaissances et notre expérience dans les domaines et groupes de travail suivants :

- TC 335 – X34 B (Combustibles solides)
- TC 295 – D35 R (Appareils à granulés)
- ISO TC 238/WG7 (Sécurité des silos à granulés)

Les renseignements que nous venons de vous donner vous permettront, pensons-nous, de prendre des décisions qui nous paraissent conformes à vos intérêts.

Nous vous demandons en conséquence de bien vouloir voter les résolutions qui vous sont présentées.

Le Conseil d'administration
Fait à Mende, le 2 septembre 2026



ANNEXE 1 - Résultats des 5 derniers exercices

Nature des Indications / Périodes	30/06/2026	30/06/2025	30/06/2024	30/06/2023	30/06/2022
Durée de l'exercice	12 mois	12 mois	12 mois	12 mois	12 mois
I - Situation financière en fin d'exercice					
a) Capital social	2 570 080	2 570 080	2 570 080	2 570 080	2 570 080
b) Nombre d'actions émises	3 426 774	3 426 774	3 426 774	3 426 774	3 426 774
c) Nombre d'obligations convertibles en actions					
II - Résultat global des opérations effectives					
a) Chiffre d'affaires hors taxes	42 379 955	34 279 953	39 025 987	51 200 975	42 054 710
b) Bénéfice avant impôt, amortissements & provisions	3 363 641	(1 684 814)	4 019 887	8 422 893	6 726 938
c) Impôt sur les bénéfices	0	(217 185)	217 185	1 405 880	1 077 412
d) Bénéfice après impôt, mais avant amortissements & provisions	3 363 641	(1 901 999)	3 802 702	7 017 013	5 649 526
e) Bénéfice après impôt, amortissements & provisions	498 399	(4 700 728)	623 575	4 087 516	2 940 218
f) Montants des bénéfices distribués					
g) Participation des salariés					
III - Résultat des opérations réduit à une seule action					
a) Bénéfice après impôt, mais avant amortissements	0	0	0	0	0
b) Bénéfice après impôt, amortissements provisions	0	0	0	0	0
c) Dividende versé à chaque action					
IV - Personnel :					
a) Nombre de salariés	74	74	76	77	70
b) Montant de la masse salariale	2 486 919	2 432 589	2 604 507	2 402 612	2 199 177
c) Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux	946 859	909 059	934 527	851 957	804 149

ANNEXE 2 - Tableau des délégations financières en cours de validité

Titres concernés	Source (N° de résolution)	Durée de l'autorisation et expiration	Utilisation de l'autorisation	Montant nominal maximum d'augmentation de capital en euros
Émissions avec droit préférentiel de souscription				
Néant				
Émissions sans droit préférentiel de souscription				
Néant				
Émissions réservées au personnel				
Néant				

Bilan Actif

État exprimé en €

État exprimé en €				Du 01/07/2025 Au 30/06/2026					Du 01/07/2024 Au 30/06/2025		
				Brut		Amortis. Provisions		Net	Net		
Capital souscrit non appelé (I)				AA							
ACTIF IMMOBILISE	Immobilisations Incorporelles	Frais d'établissement	AB	110 184,84	AC	110 184,84					
		Frais de recherche et de développement	AD	363,00	AE		363,00		363,00		
		Concessions brevets droits similaires	AF	36 035,00	AG	26 398,00	9 637,00		9 637,00		
		Fonds commercial (1)	AH		AI						
		Autres immobilisations incorporelles	AJ		AK						
		Avances et acomptes	AL		AM						
	Immobilisations Corporelles	Terrains	AN	977 385,11	AO	351 054,32	626 330,79		626 330,79		
		Constructions	AP	13 163 175,11	AQ	6 213 623,53	6 949 551,58		7 538 619,15		
		Installations techniques,mat et outillage indus.	AR	21 984 234,21	AS	18 017 245,21	3 966 989,00		5 284 380,61		
		Autres immobilisations corporelles	AT	3 718 531,03	AU	2 805 263,26	913 267,77		964 297,13		
		Immobilisations en cours	AV	385 635,13	AW		385 635,13		104 529,00		
		Avances et acomptes	AX		AY						
	Immobilisations Financières	Participations évaluées selon mise en équivalence	CS		CT						
		Autres participations	CU	6 493,35	CV		6 493,35		6 355,05		
		Créances rattachées à des participations	BB		BC						
		Autres titres immobilisés	BD	164 217,38	BE	4 142,01	160 075,37		153 623,92		
		Prêts	BF		BG						
		Autres immobilisations financières	BH	300 886,24	BI		300 886,24		277 741,87		
	TOTAL (II)			BJ	40 847 140,40	BK	27 527 911,17	13 319 229,23		14 965 877,52	
	ACTIF CIRCULANT	Stocks	Matières premières, approvisionnements	BL	733 639,71	BM		733 639,71		426 302,18	
En-cours de production de biens			BN		BO				143 544,54		
En-cours de production de services			BP		BQ						
Produits intermédiaires et finis			BR	6 686 633,67	BS		6 686 633,67		8 456 019,92		
Marchandises			BT	2 134 316,67	BU		2 134 316,67		2 018 734,13		
Créances		Avances et Acomptes versés sur commandes	BV		BW						
		Créances clients et comptes rattachés (3)	BX	2 227 788,09	BY	3 723,13	2 224 064,96		1 524 521,11		
		Autres créances (3)	BZ	1 351 473,83	CA		1 351 473,83		1 212 272,66		
		Capital souscrit appelé, non versé	CB		CC						
Divers		Valeurs mobilières de placement	CD		CE						
		Disponibilités	CF	4 182 401,84	CG		4 182 401,84		2 171 341,15		
COMPTES DE REGULARISATION		Charges constatées d'avance (3)		CH	1 045 327,60	CI		1 045 327,60		814 975,20	
	TOTAL (III)		CJ	18 361 581,41	CK	3 723,13	18 357 858,28		16 767 710,89		
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)		CL								
	Primes et remboursement des obligations (V)		CM								
	Ecart de conversion actif (VI)		CN								
	TOTAL ACTIF			CO	59 208 721,81	1A	27 531 634,30	31 677 087,51		31 733 588,41	
	Renvois : (1) Dont droit au bail :			(2) Part à moins d'un an des immobilisations financières nettes :		CP		(3) Part à plus d'un an :		CR	
Clause de réserve de propriété :*		Immobilisations :		Stocks :			Créances :				

Bilan Passif

État exprimé en €

		Du 01/07/2025 Au 30/06/2026		Du 01/07/2024 Au 30/06/2025
Capitaux Propres	Capital social ou individuel (1)	DA	2 570 080,50	2 570 080,50
	Primes d'émission, de fusion, d'apport ...	DB	9 387 824,92	9 387 824,92
	Ecart de réévaluation (2)	DC		
	Réserve légale (3)	DD	301 128,18	301 128,18
	Réserves statutaires ou contractuelles	DE		
	Réserves réglementées (3)	DF		
	Autres réserves	DG	13 233 001,06	13 233 001,06
	Report à nouveau	DH	-4 700 727,77	
	Résultat de l'exercice	DI	498 398,86	-4 700 727,77
	Subventions d'investissement	DJ	325 785,60	386 837,36
	Provisions réglementées	DK		
	Total des capitaux propres	DL	21 615 491,35	21 178 144,25
Autres Fonds Propres	Produits des émissions de titres participatifs	DM		
	Avances conditionnées	DN		
	Total des capitaux propres	DO		
Provisions	Provisions pour risques	DP		
	Provisions pour charges	DQ		
	Total des provisions	DR	0,00	0,00
Dettes	Emprunts obligataires convertibles	DS		
	Autres emprunts obligataires	DT		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (5)	DU	4 003 380,05	5 910 503,19
	Emprunts et dettes financières divers	DV	0,03	0,03
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	DW		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	DX	5 450 880,38	4 041 165,93
	Dettes fiscales et sociales	DY	584 899,02	550 367,56
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	DZ		9 172,80
	Autres dettes	EA	22 436,68	44 234,65
	Produits constatés d'avance (4)	EB		
	Total des dettes	EC	10 061 596,16	10 555 444,16
	Ecart de conversion passif	ED		
TOTAL PASSIF		EE	31 677 087,51	31 733 588,41
Renvois	(1) Écart de réévaluation incorporé au capital	1B		
	Réserve spéciale de réévaluation (1959)	1C		
	(2) Dont Écart de réévaluation libre	1D		
	Réserve de réévaluation (1976)	1E		
	(3) Dont réserve spéciale des plus-values à long terme *	EF		
	(4) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an	EG		
	(5) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP	EH		

Compte de résultat 1/2

État exprimé en €

État exprimé en €						Du 01/07/2025 Au 30/06/2026		Du 01/07/2024 Au 30/06/2025		
				France		Exportation				
Produits d'exploitation	Ventes de marchandises			FA	3 615 986,12	FB	2 290,00	FC	3 618 276,12	3 675 419,12
	Production vendue	Biens		FD	37 479 121,85	FE	811 198,00	FF	38 290 319,85	30 220 308,20
		Services		FG	471 359,25	FH		FI	471 359,25	384 225,54
	Montant net du chiffre d'affaires			FJ	41 566 467,22	FK	813 488,00	FL	42 379 955,22	34 279 952,86
	Production stockée						FM	-1 912 930,79		-6 201 491,61
	Production immobilisée						FN			
	Subvention d'exploitation						FO	61 051,76		
	Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges (9)						FP	15 181,08		28 011,23
	Autres produits (1) (11)						FQ	104 654,38		629,10
	Total des produits d'exploitation (2)						FR	40 647 911,65		28 107 101,58
Charges d'exploitation	Achats de marchandises						FS	2 519 204,11		2 756 907,95
	Variation de stock						FT	-115 582,54		-4 215,38
	Achats de matières et autres approvisionnements						FU	20 471 553,07		13 446 740,29
	Variation de stock						FV	-307 337,53		59 590,56
	Autres achats et charges externes (3) (6bis)						FW	10 709 220,59		9 716 924,27
	Impôts, taxes et versements assimilés						FX	425 980,18		300 782,69
	Salaires et traitements						FY	2 486 918,53		2 432 588,96
	Charges sociales du personnel (10)						FZ	946 859,46		909 059,03
	Dotation d'exploitation	Sur immobilisations	- Dotations aux amortissements				GA	2 876 282,12		3 233 099,15
			- Dotations aux provisions				GB			
		Sur actif circulant : dotations aux provisions				GC	4 142,01		15 181,08	
	Pour risques et charges : dotations aux provisions				GD					
	Autres charges (12)						GE	89 253,51		43,25
	Total des charges d'exploitation (4)						GF	40 106 493,51		32 866 701,85
RESULTAT D'EXPLOITATION						GG	541 418,14		-4 759 600,27	
Opéra. comm.	Bénéfice attribué ou perte transférée						GH			
	Perte supportée ou bénéfice transféré						GI			
Produits financiers	De participations (5)						GJ	138,34		183,23
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé (5)						GK	18 556,75		
	Autres intérêts et produits assimilés (5)						GL	6 946,91		3 606,78
	Reprises sur provisions et transfert de charges						GM			
	Différences positives de change						GN	10 020,68		14,04
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement						GO			
	Total des produits financiers						GP	35 662,68		3 804,05
Charges financières	Dotations aux amortissements et aux provisions						GQ			
	Intérêts et charges assimilées (6)						GR	78 681,96		173 487,42
	Différences négatives de change						GS			
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement						GT			
	Total des charges financières						GU	78 681,96		173 487,42
RESULTAT FINANCIER						GV	-43 019,28		-169 683,37	
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS						GW	498 398,86		-4 929 283,64	

Compte de résultat 2/2

Etat exprimé en €

Etat exprimé en €					Du 01/07/2025 Au 30/06/2026		Du 01/07/2024 Au 30/06/2025		
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS					498 398,86		-4 929 283,64		
Produits exceptionnels	Sur opérations de gestion				HA		14 773,11		
	Sur opérations en capital				HB		83 771,80		
	Reprises sur provisions et transfert de charges				HC				
	Total des produits exceptionnels (7)				HD	0,00	98 544,91		
Charges exceptionnelles	Sur opérations de gestion (6bis)				HE		16 831,33		
	Sur opérations en capital				HF		70 342,71		
	Dotations aux amortissements et aux provisions (6ter)				HG				
	Total des charges exceptionnelles (7)				HH	0,00	87 174,04		
RESULTAT EXCEPTIONNEL					HI	0,00	11 370,87		
PARTICIPATION DES SALAIRES					HJ				
IMPOTS SUR LES BENEFICES					HK		-217 185,00		
TOTAL DES PRODUITS					HL	40 683 574,33	28 209 450,54		
TOTAL DES CHARGES					HM	40 185 175,47	32 910 178,31		
RESULTAT DE L'EXERCICE					HN	498 398,86	-4 700 727,77		
RENVIS	(1)	Dont produits nets partiels sur opérations à long terme			HO				
	(2)	Dont produits de locations immobilières			HY				
		Dont produits d'exploitation afférents à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous)			1G				
	(3)	- Crédit-bail mobilier *			HP				
		- Crédit-bail immobilier			HQ				
	(4)	Dont charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous)			1H				
	(5)	Dont produits concernant les entreprises liées			1J				
	(6)	Dont intérêts concernant les entreprises liées			1K				
	(6bis)	Dont dons faits aux organismes d'intérêt général (art. 238 bis du C.G.I.)			HX				
	(9)	Dont transferts de charges			A1				
	(10)	Dont cotisations personnelles de l'exploitant (13)			A2				
	(11)	Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (produits)			A3				
	(12)	Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (charges)			A4				
	(13)	Dont primes et cotisations complémentaires personnelles : facultatives		A6		obligatoires	A9		
	(6ter)	Dont amortissements des souscriptions dans les PME innovantes (art 217 octies)			RC				
		Dont amortissements exceptionnel de 25% des constructions nouvelles (art 39 quinquies D)			RD				
	(7)	Détails des produits et charges exceptionnels :				Exercice N			
						Charges exceptionnelles		Produits exceptionnels	
	(8)	Détails des produits et charges sur excercices antérieurs :				Exercice N			
						Charges antérieures		Produits antérieurs	

Annexes aux comptes annuels 30/06/2026

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 30/06/2026 dont le total est de 31 677 088 euros
Et au compte de résultat de l'exercice dégageant un résultat de 498 399 euros, présenté sous forme de liste.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/07/2025 au 30/06/2026.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

L'exercice précédent avait une durée de 12 mois recouvrant la période du 01/07/2024 au 30/06/2025.

Règles et méthodes comptables

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les décisions suivantes ont été prises au niveau de la présentation des comptes annuels :

- immobilisations décomposables : l'entreprise n'a pas été en mesure de définir les immobilisations décomposables ou la décomposition de celles-ci ne présente pas d'impact significatif,
- immobilisations non décomposables : bénéficiant des mesures de tolérance, l'entreprise a opté pour le maintien des durées d'usage pour l'amortissement des biens non décomposés.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue :

Logiciels informatiques	1 an
Frais d'établissements	5 ans
Agencements, aménagements des terrains	5 à 15 ans
Constructions	de 5 à 40 ans
Agencement des constructions	de 4 à 15 ans
Matériel et outillage industriels	de 2 à 12 ans
Agencements, aménagements, installations	de 3 à 10 ans
Matériel de transport	de 1 à 5 ans
Matériel de bureau et informatique	de 3 à 5 ans
Mobilier	de 5 à 8 ans

IMMOBILISATIONS FINANCIERES ET VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constatée pour le montant de la différence.

STOCKS

Les stocks sont évalués suivant la méthode "premier entré, premier sorti".

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations et les charges directes et indirectes de production.

Les intérêts sont toujours exclus de la valorisation des stocks.

Les stocks ont, le cas échéant, été dépréciés pour tenir compte de leur valeur de réalisation nette à la date d'arrêté des comptes.

CREANCES ET DETTES

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

OPERATIONS EN DEVISES

Les charges et les produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération.

Les dettes, créances et disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice.

La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en "écart de conversion". Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision en totalité.

CHANGEMENTS DE METHODE

Le changement de réglementation comptable lié à la première application du règlement ANC n°2022-06 est constitutif d'un changement de méthode comptable dont les principaux effets sont les suivants :

- Redéfinition du résultat exceptionnel, recentrée sur les opérations non récurrentes
- Suppression de la technique du transfert de charges
- Modification du plan de comptes et introduction d'une nouvelle nomenclature
- Refonte des modèles d'états financiers

L'application de ce nouveau règlement n'a pas d'impact significatif sur l'exercice.

Les comptes sont établis en conformité avec les dispositions du code de Commerce (articles L123-12 à L123-28) du règlement ANC 2014-03 à jour à l'arrêté des comptes.

INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES POUR DONNER UNE IMAGE FIDELE

DETAIL DU RESULTAT FINANCIER

Le résultat financier de – 43 019 euros est décomposé de la manière suivante :

- les produits financiers d'un montant de 35 663 euros proviennent d'escomptes obtenus (6 947 euros), de produits de participations (138 euros), de produits d'autres valeurs mobilières (18 557 euros) et de gains de change (10 021 euros).

- les charges financières d'un montant de 78 682 euros sont constituées exclusivement par des intérêts sur emprunts.

Etat des immobilisations

	Valeur brute des immobilisations au début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluation en cours d'exercice	Acquisitions, créations, virements pst à pst
Frais d'établissement, recherche et développement	110 548		
Autres immobilisations incorporelles	36 035		
Terrains	977 385		
Constructions sur sol propre	12 872 935		17 389
Constructions sur sol d'autrui			
Installations générales, agencements, constructions	272 851		
Installations techniques, matériel et outillages industriels	21 393 706		590 528
Autres installations, agencements, aménagements	189 485		3 293
Matériel de transport	3 139 447		369 051
Matériel de bureau, informatique, mobilier	251 981		13 397
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	104 529		454 520
Avances et acomptes			
TOTAL	38 202 320		1 448 178
Participations évaluées par équivalence			
Autres participations	6 355		138
Autres titres immobilisés	168 805		18 556
Prêts et autres immobilisations financières	277 742		23 144
TOTAL	452 902		41 838
TOTAL GENERAL	39 801 804		1 490 016

	Diminutions		Valeur brute immob. à fin exercice	Réev. Lég. Val. Origine à fin exercice
	Par virement de pst à pst	Par cession ou mise HS		
Frais d'établissement, recherche et développement			110 548	
Autres immobilisations incorporelles			36 035	
Terrains			977 385	
Constructions sur sol propre			12 890 324	
Constructions sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements, constructions			272 851	
Installations techniques, matériel et outillages industriels			21 984 234	
Autres installations, agencements, aménagements			192 778	
Matériel de transport		248 123	3 260 375	
Matériel de bureau, informatique, mobilier			265 378	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours	169 009	4 405	385 635	
Avances et acomptes				
TOTAL	169 009	252 528	40 228 961	
Participations évaluées par équivalence				
Autres participations			6 493	
Autres titres immobilisés		23 144	164 217	
Prêts et autres immobilisations financières			300 886	
TOTAL		23 144	471 596	
TOTAL GENERAL	169 009	275 672	40 847 140	

Etat des amortissements

	Situations et mouvements de l'exercice			
	Début exercice	Dotations exercice	Eléments sortis reprises	Fin exercice
Frais d'établissement, recherche	110 185			110 185
Autres immobilisations incorporelles	26 398			26 398
Terrains	351 055			351 055
Constructions sur sol propre	5 362 405	600 595		5 963 000
Constructions sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements constructions	244 762	5 862		250 624
Installations techniques, matériel et outillages industriels	16 109 325	1 907 920		18 017 245
Installations générales, agencements divers	101 578	18 280	173 258	119 858
Matériel de transport	2 316 571	320 763		2 464 076
Matériel de bureau, informatique, mobilier	198 467	22 863		221 330
Emballages récupérables et divers				
TOTAL	24 684 163	2 876 283	173 258	27 387 186
TOTAL GENERAL	24 820 746	2 876 283	173 258	27 523 769

	Ventilation des dotations aux amortissements de l'exercice			Mouvements affectant la provision pour amort. dérog.	
	Linéaire	Dégressif	Exception.	Dotations	Reprises
Frais d'établissement, recherche					
Autres immobilisations incorporelles					
Terrains					
Constructions sur sol propre	600 595				
Constructions sur sol d'autrui					
Installations générales, agencements constructions	5 862				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	1 907 920				
Installations générales, agencements divers	18 280				
Matériel de transport	320 763				
Matériel de bureau, informatique, mobilier	22 863				
Emballages récupérables et divers					
TOTAL	2 876 283				
TOTAL GENERAL	2 876 283				

Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net début	Augmentation	Dotations aux amort.	Montant net à la fin
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Primes de remboursement obligations				

Etat des provisions

PROVISIONS	Début exercice	Augmentations dotations	Diminutions Reprises	Fin exercice
Pour reconstitution gisements Pour investissement Pour hausse des prix Amortissements dérogatoires Dont majorations exceptionnelles de 30% Pour implantations à l'étranger avant le 1.1.92 Pour implantations à l'étranger après le 1.1.92 Pour prêts d'installation Autres provisions réglementées				
TOTAL Provisions réglementées				
Pour litiges Pour garanties données clients Pour pertes sur marchés à terme Pour amendes et pénalités Pour pertes de change Pour pensions et obligations Pour impôts Pour renouvellement immobilisations Pour grosses réparations Pour charges sur congés payés Autres provisions				
TOTAL Provisions				
Sur immobilisations incorporelles Sur immobilisations corporelles Sur titres mis en équivalence Sur titres de participation Sur autres immobilisations financières Sur stocks et en-cours Sur comptes clients Autres dépréciations	 15 181	 4 142	 15 181	 4 142
TOTAL Dépréciations	18 904	4 142	15 181	7 865
TOTAL GENERAL	13 127	4 142	15 181	7 865
Dont dotations et reprises : - d'exploitation - financières - exceptionnelles		4 142	15 181	

Titres mis en équivalence : montant dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1-5e CGI.

Etat des échéances des créances et des dettes

ETAT DES CREANCES	Montant brut	Un an au plus	Plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	300 886		300 886
Clients douteux ou litigieux	24 951	24 951	
Autres créances clients	2 202 837	2 202 837	
Créances représentatives de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	1 947	1 947	
Sécurité sociale, autres organismes sociaux			
Etat et autres collectivités publiques :			
- Impôts sur les bénéfices	217 185	217 185	
- T.V.A	999 476	999 476	
- Autres impôts, taxes, versements et assimilés	97 852	97 852	
- Divers			
Groupe et associés			
Débiteurs divers	35 014	35 014	
Charges constatées d'avance	1 045 328	1 045 328	
TOTAL GENERAL	4 925 476	4 624 590	300 886
Montant des prêts accordés dans l'exercice			
Remboursements des prêts dans l'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés			

ETAT DES DETTES	Montant brut	A un an au plus	Plus 1 an 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits :				
- à 1 an maximum				
- plus d'un an	4 003 380	1 591 943	1 508 790	902 647
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	5 450 880	5 450 880		
Personnel et comptes rattachés	228 939	228 939		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	236 612	236 612		
Etat et autres collectivités publiques :				
- Impôts sur les bénéfices				
- T.V.A	6 214	6 214		
- Obligations cautionnées				
- Autres impôts et taxes	113 134	113 134		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes	22 438	22 438		
Dette représentative de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL GENERAL	10 039 159	7 680 160	1 508 790	902 647
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice	1 909 513			
Emprunts et dettes contractés auprès des associés				

Frais d'établissement

	Valeurs nettes	Taux d'amortissement
Frais de constitution		
Frais de premier établissement		
Frais d'augmentation de capital	110 185	20,00
TOTAL	110 185	20,00

Intérêts immobilisés

Montant des intérêts inclus dans le coût de production des immobilisations faites par l'entreprise pour elle-même :

Désignation	Montant
Sans objet pas d'intérêts de cette nature.	
TOTAL	

Intérêts sur éléments de l'actif

Montant des intérêts inclus dans la valeur des stocks au bilan :

Désignation	Montant
Sans objet pas d'intérêts de cette nature.	
TOTAL	

Avances aux dirigeants

Aucune avance consentie aux dirigeants.

Produits et avoirs à recevoir

Montant des produits et avoirs à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant TTC
ETAT	
Remboursement TIC	1 765
Plafonnement CET	59 694
TICFE	34 821
CREANCES	
Créances clients et comptes rattachés	69 074
Autres créances (dont avoirs à recevoir :)	
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	
DISPONIBILITES	
TOTAL	165 354

Charges à payer et avoirs à établir

Montant des charges à payer et avoirs à établir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant TTC
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	2 390
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	430 575
Dettes fiscales et sociales	426 568
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes (dont avoirs à établir :)	
TOTAL	859 533

Charges et produits constatés d'avance

	Charges	Produits
Charges / Produits d'exploitation	1 045 328	
Charges / Produits financiers		
Charges / Produits exceptionnels		
TOTAL	1 045 328	

Commentaires :

Les charges constatées d'avance relèvent du poste Autres achats et charges externes ainsi que du poste Autres charges.

Charges à répartir sur plusieurs exercices

	Montant brut	Taux amortissement
Charges différées		
Frais d'acquisition des immobilisations		
Frais d'émission des emprunts		
Charges à étaler		
TOTAL		

Composition du capital social

	Nombre	Valeur nominale
Actions / parts sociales composant le capital social au début de l'exercice	3 426 774	0,75
Actions / parts sociales émises pendant l'exercice		
Actions / parts sociales remboursées pendant l'exercice		
Actions / parts sociales composant le capital social en fin d'exercice	3 426 774	0.75

Ventilation du chiffre d'affaires net

Répartition par secteur d'activité	Montant
Ventes de marchandises	3 618 276
Ventes de produits finis	38 290 320
Prestations de services	471 939
TOTAL	42 379 955

Répartition par marché géographique	Montant
France	41 566 467
Etranger	811 198
TOTAL	42 379 955

Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

	Résultat avant impôts	Impôts
Résultat courant	498 399	0
Résultat exceptionnel (et participation)		0
Résultat comptable	498 399	0

Commentaires :

Rémunérations des dirigeants

Conformément à l'obligation réglementaire, nous vous indiquons que la rémunération brute des dirigeants a été de 93 200 € au cours de l'exercice

Honoraires des Commissaires aux Comptes

	Montant
- Honoraires facturés au titre du contrôle légal des comptes	21 600
TOTAL	21 600

Effectif moyen

	Personnel salarié
Cadres	7
Agents de maîtrise et techniciens	3
Employés	64
Ouvriers	
TOTAL	74

Engagements pris en matière de pensions, retraites et engagements assimilés

Le passif social lié aux droits acquis à indemnité de départ en retraite s'élève à 174 018 euros à la clôture de l'exercice compte tenu d'un taux de progression des salaires et d'actualisation de 2% et d'un turn-over en fonction des différentes tranches d'âges

Engagements donnés

Emprunt souscrit au Crédit Agricole d'un montant de 3 800 000 € pour la construction de l'usine de Séverac :

- Hypothèque conventionnelle de premier rang et privilège prêteur de deniers
- Nantissement du fonds de commerce
- Capital restant dû : 792 356 €

Emprunt souscrit au Crédit Agricole d'un montant de 3 500 000 € pour l'acquisition foncière et travaux immobiliers pour la nouvelle ligne de production à Craponne sur Arzon :

- Hypothèque conventionnelle de premier rang et privilège prêteur de deniers
- Capital restant dû : 2 150 003 €

Faits caractéristiques de l'exercice

La normalisation du marché des granulés a permis de retrouver un niveau tarifaire acceptable. Cette progressive remise à niveau des prix de vente, conjuguée à une augmentation des volumes, place l'activité sur une trajectoire favorable.

Quant à l'activité liée à la vente et installation des appareils, elle demeure stable malgré le désengagement de l'Etat via l'abandon du dispositif Ma Prim Renov.

Evénements postérieurs à la clôture

Il n'y a pas eu d'évolution significative postérieurement à la clôture de l'exercice. Dans un contexte national et international toujours tendu et incertain, la société reste vigilante et attentive aux évolutions.

A la date d'arrêté des comptes, la Direction n'a pas connaissance d'éléments propres à remettre en cause la continuité de l'exploitation.

.